

Time to deliver: mobilising private capital at scale for people and planet

Résumé des messages clés
du rapport de l'ITF,
traduits en français

TIME TO DELIVER: MOBILISING PRIVATE CAPITAL AT SCALE FOR PEOPLE AND PLANET

Résumé des messages clés du rapport de l'ITF, traduits en français

Le rapport « Time to deliver: mobilising private capital at scale for people and planet », élaboré par l'[Impact Taskforce](#) (ITF) vise à répondre à la question « Comment pouvons-nous accélérer le volume et l'efficacité des capitaux privés qui cherchent à avoir un impact social et environnemental positif ? ».

Ce rapport :

- présente les arguments en faveur d'une action urgente ;
- fournit des recommandations exploitables ;
- définit une voie claire quant à la façon dont les capitaux privés peuvent être mobilisés à grande échelle pour soutenir les principaux objectifs mondiaux de développement durable.

Créée en juillet 2021, l'ITF a été mise en place pour contribuer concrètement à la promotion d'économies et de sociétés durables et axées sur l'impact dans le monde entier en répondant à deux questions fondamentales : « Comment accélérer le volume et l'efficacité des capitaux privés cherchant à avoir un impact social et environnemental positif ? » et « Comment s'assurer que cette mobilisation a un impact réel et ne laisse pas les gens de côté ? ».

La Taskforce a rassemblé 120 membres et un grand nombre d'experts de tous les secteurs, représentant environ 40 pays. Sa gouvernance et sa structure opérationnelle permettent une coordination étroite avec d'autres groupes de travail pertinents au sein du G7, du G20 et au-delà. Il est placé sous l'autorité du Global Steering Group for Impact Investment (GSG) et bénéficie du soutien du comité consultatif national britannique membre du GSG, l'Impact Investing Institute (III). Il reçoit également des informations du réseau de comités consultatifs nationaux et régionaux du GSG sur l'investissement d'impact, qui couvre 33 pays.

RÉPONDRE À L'URGENCE DU CONTEXTE ACTUEL



L'urgence de réduire l'écart entre les discours et les résultats

Nous ne sommes qu'à huit ans de l'échéance de 2030 et nous sommes à un moment où la responsabilité mondiale est importante. La génération actuelle de dirigeants politiques et d'entreprises se doit de relever le défi et s'engager à respecter les objectifs mondiaux en matière de climat pour la construction d'un monde meilleur. Les risques liés à l'échec d'une telle mise en œuvre seraient extrêmement dangereux.



Les défis ne doivent pas être sous-estimés

Cet impératif de mobiliser des capitaux à grande échelle pour le bien public n'est pas un nouveau défi. L'incapacité historique à réaliser davantage de progrès témoigne de la lourdeur de l'inertie du système. Pour réussir, il faut un effort concerté de la part des différentes parties prenantes afin de trouver des moyens concrets d'apporter des changements systémiques. Les marchés privés ne sont pas les seuls concernés : les investissements et les politiques publiques ont également un rôle essentiel à jouer.



Le rôle essentiel des capitaux et des entreprises privées

Il n'y aura jamais assez d'argent public pour atteindre les objectifs. La limitation des budgets publics implique une mobilisation des entreprises privées, de l'innovation et du capital en faveur d'un impact social et environnemental positif encore plus important. Les capitaux privés sont disponibles en abondance. Le défi consiste à créer les conditions pour qu'ils soient investis de toute urgence, à grande échelle et avec intégrité dans des opportunités d'investissement qui reflètent l'appétit des investisseurs et leur tolérance au risque et au rendement, tout en ayant un impact positif sur l'effort public pour relever nos défis.



Fenêtre d'opportunité

Le contexte critique d'aujourd'hui nous permet et nous oblige à penser et à agir d'une manière qui aurait été inimaginable il y a seulement quelques années. Les partisans de la réforme peuvent s'appuyer sur deux puissants moteurs de changement. Le premier est l'évolution des valeurs sociales des consommateurs et des investisseurs, qui influence déjà le comportement des entreprises. Le second est le bond en avant de la technologie numérique, qui offre la possibilité de produire et de mesurer l'impact social et environnemental d'une manière qui était auparavant inconcevable. Ces vents contraires ont encouragé les dirigeants de différentes disciplines à créer un effet de démonstration de plus en plus puissant pour influencer les autres.

DES PISTES D'ACTION POUR ACCÉLERER LE CHANGEMENT

L'ITF a choisi de se concentrer sur deux pistes d'action :

A. Transformer la qualité et la transparence des informations sur l'impact

Les décisions d'investissement sont prises aujourd'hui avec des informations insuffisantes sur leur impact social et environnemental. Ce que nous ne mesurons pas, nous ne le gérons pas. Nous devons donc agir de toute urgence pour transformer la qualité et l'utilité des informations sur l'impact mises à la disposition des décideurs en matière d'investissement, ainsi que de ceux qui leur demandent des comptes. De meilleures informations devraient donc être considérées comme un outil de gestion essentiel par les entreprises. Il est important de tirer profit du potentiel d'une transparence en matière d'impact, pour changer les comportements et œuvrer en faveur d'un avenir où les décisions d'investissement des entreprises et des investisseurs institutionnels seront de plus en plus prises à travers le triple prisme du risque, du rendement et de l'impact.

B. Mobiliser davantage de capitaux institutionnels en vue d'un impact positif

Nous nous concentrons sur l'opportunité d'accroître l'utilisation de nouveaux instruments qui peuvent lever les obstacles réels à la circulation des capitaux privés, en particulier dans les économies émergentes et les marchés frontières qui ont un potentiel d'impact. Nous devons briser les silos qui se forment entre les objectifs environnementaux et sociaux. Au lieu de cela, le G7 et ses partenaires devraient encourager un engagement institutionnel visible en faveur d'une transition juste qui ne laisse pas les gens de côté - en accordant une attention particulière aux segments de la société qui sont généralement sous-représentés et discriminés en raison, entre autres, de leur statut économique, de leur race ou de leur sexe. Une telle transition, à son tour, nécessite une meilleure définition. Nous cherchons donc à démontrer

l'existence d'un ensemble élargi d'instruments et de véhicules appropriés pour les investisseurs institutionnels, qui intègrent des objectifs sociaux et environnementaux pour soutenir une transition juste, en particulier dans les économies émergentes.

MESSAGES CLÉS DES DEUX GROUPES DE TRAVAIL

Groupe de travail A :

1. Les efforts de l'International Sustainability Standards Board (IFRS-ISSB) de l'International Financial Reporting Standards Foundation (IFSF), visant à créer une « base de référence mondiale » pour les rapports sur l'impact lié à la valeur de l'entreprise, bénéficient d'un fort soutien. L'ITF appelle les gouvernements à soutenir et à participer aux consultations à venir, en veillant à ce que l'ISSB : ait un modèle de gouvernance inclusif ; équilibre les questions sociales et environnementales ; reconnaisse et reflète les réalités des économies émergentes et développées ; engage activement les petites et moyennes entreprises (PME) tout au long de la chaîne de valeur ; et soit rapidement suivi d'un régime d'assurance pour toutes les données relatives à la valeur d'entreprise pour les sociétés publiques.
2. L'ITF demande également que l'on s'appuie de toute urgence sur cette base de référence mondiale pour y inclure tous les impacts sur les parties prenantes que la base de référence n'aborde pas. Cela peut passer par la modification du droit des sociétés, de l'étendue des obligations des administrateurs, de la divulgation volontaire et obligatoire, ou encore de l'évolution des normes de comptabilité et d'assurance pour couvrir toutes les données d'impact – et pas seulement celles liées à la valeur de l'entreprise. Les gouvernements peuvent exiger que les déclarations d'impact divulguent les limites, les seuils et les hypothèses qui les sous-tendent, ainsi que toute base permettant de déterminer ce qui est important.
3. Nous pensons que la transparence de l'impact est un puissant levier de changement. Les décisions d'investissement sont prises aujourd'hui avec des informations incomplètes. Nous devrions travailler à l'avènement d'un monde dans lequel ces décisions seraient fondées sur le risque, le rendement et l'impact. C'est pourquoi l'ITF appelle de toute urgence à une comptabilité obligatoire de l'impact, en soulignant que le chemin vers cet objectif doit être soutenu par une plus grande transparence, des normes mondiales harmonisées et des mécanismes solides pour garantir l'intégrité des données et des analyses.
4. L'ITF recommande que les pays du G7 et leurs partenaires collaborent avec le secteur privé, les organismes de normalisation ainsi qu'avec les universités sur les approches de l'évaluation d'impact. Ce travail est nécessaire pour approfondir notre compréhension sur la façon d'évaluer l'impact d'une manière qui permette une comparaison significative des impacts et des bénéfices des entreprises, tout en révélant la relation entre les deux. Au fur et à mesure que les méthodologies s'améliorent et que les demandes des investisseurs évoluent au cours des prochaines années, les régulateurs doivent être en mesure d'évaluer différentes approches de l'évaluation d'impact à grande échelle.

Ceci est conforme à l'approche « baseline and build » que nous préconisons.

Groupe de travail B :

5. Un mouvement coordonné et urgent est mené par le G7, pour supprimer les multiples barrières externes et internes qui limitent actuellement le flux de capitaux transformationnels des investisseurs institutionnels, en particulier vers les économies émergentes et frontalières. Cette action doit être menée en collaboration avec tous les acteurs du marché concernés dans les marchés développés et émergents ainsi que les dirigeants dans le monde. Cela devrait également inclure la mobilisation de sources de capitaux nationaux pour travailler avec les sources de financement internationales. Le volet B appelle tous les acteurs du système financier à travailler ensemble dans un tel mouvement coordonné si l'on veut avoir une chance d'atteindre les ODD d'ici 2030.
6. Une large reconnaissance de la nécessité d'intégrer les facteurs environnementaux et sociaux est indispensable afin de conduire une transition inclusive, juste et équitable qui évite que les populations défavorisées ne voient leur situation empirer. Afin de favoriser l'alignement entre les acteurs publics et privés, et de s'assurer que davantage de capitaux soient dirigés de manière significative vers une transition juste, nous introduisons trois éléments qui intègrent les moteurs essentiels d'une transition juste : faire progresser l'action climatique et environnementale, améliorer la distribution et l'équité socio-économiques, et accroître la voix de la communauté. Les éléments de la transition juste sont applicables à toutes les zones géographiques, tous les secteurs, tous les investissements et toutes les politiques.
7. Un soutien à la mobilisation des capitaux est nécessaire, en renforçant le rôle des banques multilatérales de développement et des institutions financières de développement, en particulier celles dont les membres du G7 sont actionnaires, et en utilisant plus activement une série d'outils et d'instruments éprouvés. La mobilisation peut être encore renforcée en améliorant les cadres réglementaires relatifs à l'investissement durable qui limitent actuellement leur déploiement. Les instruments et outils existants, souvent combinés dans le cadre de financements mixtes, peuvent aider à surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les détenteurs et les gestionnaires d'actifs. Le rapport complet du volet B fournit des exemples de mobilisation de capitaux à grande échelle dans toutes les catégories d'actifs et appelle à leur déploiement ultérieur.
8. Une expansion des capacités et une augmentation de la transparence est nécessaire pour soutenir le déploiement des fonds vers les personnes et les lieux où les besoins et les opportunités sont les plus grands. Les banques multilatérales de développement et des institutions financières de développement ont beaucoup plus de possibilités d'utiliser leur position sur le marché, leurs réseaux et leur expertise pour accélérer et étendre la mobilisation des investisseurs institutionnels. Cela se combine avec leur capacité à fournir un soutien à la réduction des risques, tels que des capitaux subordonnés ou des garanties, et à partager des années de données de performance pertinentes. Dans le même temps, nous appelons les détenteurs et les gestionnaires d'actifs à accroître leur sensibilisation et leurs capacités à s'engager dans les nouvelles opportunités créées.



Accéder au [rapport complet](#)
Site de l'[Impact Taskforce](#)
Site de [FAIR](#)

fair.

Financer
Accompagner
Impacter
Rassembler

finance-fair.org

 /FAIR.label.finansol
 @Label_Finansol
 /company/fair-label-finansol

34 bis rue Vignon, 75009 PARIS

Association loi 1901 à but non lucratif
n°SIRET : 820 923 423 00025

Crédits :

- Pictogramme « chronomètre » – Gagana from Noun Project
- Pictogramme « montagne » – Dairy Free Design from Noun Project
- Pictogramme « capital » – Soremba from Noun Project
- Pictogramme « fenêtre » – 4urbrand from Noun Project